Zeitschrift: Domaine public Herausgeber: Domaine public

Band: 32 (1995)

Heft: 1217

Artikel: Le coût du chômage et de la solidarité

Autor: Gavillet, André

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1015530

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 20.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

POLITIQUE DE LA DROGUE

Sisyphe vous salue bien

A tous les Rambos de la politique de la drogue, à tous ceux qui ne jurent que par la répression des trafiquants et des consommateurs, qui croient pouvoir résoudre le problème par des roulements de mécaniques, on ne peut que conseiller la lecture de Folio, le magazine mensuel de la Neue Zürcher Zeitung, qui consacre sa livraison de juin à la cocaïne.

RÉFÉRENCE

NZZ Folio, «Kokain», nº 6, juin 1995 (jd) Folio, c'est un thème par numéro, traité de différents points de vue, avec une compétence sans défaut et des illustrations de qualité; c'est aussi la confirmation qu'un magazine peut être autre chose qu'une compilation de photos-prétextes et de niaisieries pour lecteurs fatigués.

Extraits choisis d'un entretien avec un agent de liaison de l'administration américaine anti-drogue (DEA) en poste à Berne.

*Lorsque Ronald Reagan déclare la guerre à la drogue et décide de barrer la route des trafiquants de cocaïne au niveau de la Floride, il ne lésine pas sur les moyens: mobilisation de la DEA, du FBI et de la CIA, des gardes-côtes et de la douane, des agents du fisc et de juges spécialisés, avec l'appui de la marine et de l'aviation, opérations en Boli-

Le coût du chômage et de la solidarité

(ag) Les pays européens et les Etats-Unis connaissent un taux variable de chômage, selon leur compétitivité économique, leur environnement, etc. Les dépenses qu'ils consacrent à l'indemnisation des chômeurs et à leur réinsertion ne sont pas proportionnelles au nombre des chômeurs recensés. Le libéralisme économique que pratiquent avec dureté les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ressort crûment ou, à l'opposé, la solidarité scandinave. ■

Pays	Chômeurs en % de la population active	Dépenses* en % du PIB
Autriche	4,2	1,8
Suisse	4,5	2
Etats-Uni:	6,8	0,7
Suède	7,8	5,7
Hollande	8,1	3,4
Allemagn	e 8,9	4,2
Grande-Bretagne 10,3 1,8		1,8
Italie	10,4	2
France	11,7	3,2
Belgique	11,9	4,1
Danemar	k 12,2	6,8
Finlande	17.9	6,9
Espagne	22,7	4
* Dépenses en indemnisation et réinsertion.		

* Dépenses en indemnisation et réinsertion. (Sources: chiffres 1993 de l'OCDE, cités par Hermann Engler in *NZZ*, 27.04.95). vie, au Pérou et en Colombie, pour tarir la production à la source. Après quelques succès spectaculaires, c'est la désillusion: le marché de la cocaïne en Floride est plus prospère qu'avant, le prix de la drogue s'est effondré – 14 000 dollars le kilo en 1987 contre 60 000 dollars en 1982 – et la qualité du produit est meilleure. Comme le fait remarquer Virgilio Barco, le président colombien de l'époque, «la seule loi que les narco-terroristes ne peuvent violer, c'est celle de l'offre et de la demande».

*Même la nature se rebiffe contre la lutte anti-drogue. La plante de coca s'est révélée résistante aux produits chimiques répandus par avion sur les zones de plantation, et il a fallu renoncer à des herbicides plus puissants pour ne pas empoisonner sols et eaux.

*L'invasion du Panama par les troupes américaines fut considérée comme un jalon important dans la lutte contre le trafic de drogue. Or, depuis l'arrestation de Noriega, le montant des narcodollars blanchis et les quantités de cocaïne saisies dans ce pays n'ont fait que croître.

*Depuis 1981, le budget consacré par les Américains à la guerre contre la drogue a passé de 1,5 à 13,3 milliards de dollars, dont 70% affectés aux mesures répressives et seulement 30% à la prévention et à la thérapie. Ce qui n'a pas empêché les cartels de la cocaïne de tripler leur production, d'abaisser leur prix de vente de 75% et de perfectionner leur réseau de distribution.

*En Europe, la police a saisi 240 kilos de cocaïne en 1980, 6 tonnes en 1989, 13 en 1990 et 23 en 1994, sans qu'on ait pu observer pour autant un quelconque problème d'approvisionnement du marché.

*Les spécialistes sont aujourd'hui unanimes à reconnaître que le véritable point faible des marchands de drogue, c'est l'argent. 100 milliards de dollars sont blanchis chaque année. Perturber le système financier de cet empire, l'acculer à des difficultés de trésorerie, telle devrait être la stratégie la plus efficace de la lutte anti-drogue. Mais les autorités ne semblent pas encore prêtes à transférer les sommes affectées à la répression au renforcement de l'appareil judiciaire, à simplifier et à accélérer les procédures et à modifier les règles juridiques - voire le secret bancaire - qui constituent aujourd'hui la meilleure ligne de défense des trafiquants. Et paradoxalement, les milieux politiques qui revendiquent une action plus énergique de la part de l'Etat sont muets sur ce sujet. ■